



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION JUILLET 2016

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T1 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Fin juin 2016, le département compte 69 150 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 1,2 % par rapport à fin mars 2016 (- 818 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 98 650, en baisse de 0,6 % par rapport à fin mars 2016 (- 553 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 49 660 (-1,0 % par rapport à fin mars 2016, soit - 512 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 48 980 (-0,1 % par rapport à fin mars 2016, soit - 41 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 11 020 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-1,0 % par rapport à fin mars 2016, soit - 117 demandeurs d'emploi) et 26 960 seniors de 50 ans et plus (+0,6 % par rapport à fin mars 2016, soit + 152 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 39 180, en baisse de 2,9 % par rapport à fin mars 2016 (-1 186 demandeurs d'emploi).

A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptent 263 293 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 2 059 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,8 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 293 (+0,8 %, soit +2 044 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 000 (+0,3 %, soit + 15 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 522 emplois salariés marchands y compris intérim, en baisse de 45 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) : +148 emplois hors intérim et -193 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 117, en hausse de 116 (+0,5 %) : +44 emplois hors intérim et +72 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 208 401, en hausse de 2 006 par rapport à la fin du trimestre précédent (+1,0 %) : +1 852 emplois hors intérim et +154 emplois intérimaires.

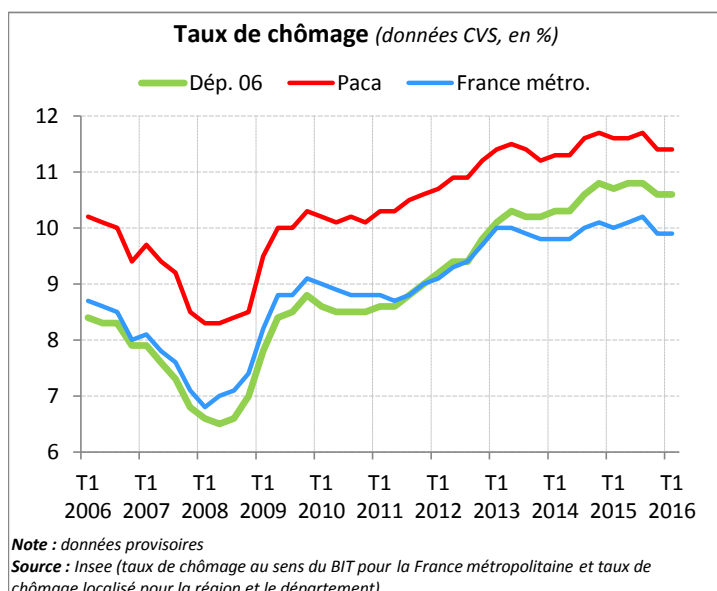
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 581 CUI et 228 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2016 (soit respectivement + 341 et + 32 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 841 bénéficiaires de CUI et 1 368 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement + 637 et + 96 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 79 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2016, soit 19 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 598 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T1 2016 (304 de plus sur un an). Enfin, durant la campagne de juillet 2015 à mai 2016, le département enregistre 3 999 contrats d'apprentissage, soit 1 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage et demande d'emploi (données CVS)					
Taux de chômage	10,6 %	T1 2016	+0,0 pt	T4 2015	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	69 150	Fin juin 2016	- 818	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 310	Fin juin 2016	- 514	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	32 840	Fin juin 2016	- 305	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	8 040	Fin juin 2016	- 80	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	19 590	Fin juin 2016	- 62	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	98 650	Fin juin 2016	- 553	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	49 660	Fin juin 2016	- 512	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	48 980	Fin juin 2016	- 41	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	11 020	Fin juin 2016	- 117	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	26 960	Fin juin 2016	+ 152	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	39 180	Fin juin 2016	-1 186	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	19 970	Fin juin 2016	- 214	Fin mars 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	33 130	T2 2016	+5,9 %	T1 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	33 470	T2 2016	+8,0 %	T1 2016	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	263 293	Fin T1 2016	+2 059	Fin T4 2015	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 522	Fin T1 2016	- 45	Fin T4 2015	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	23 117	Fin T1 2016	+ 116	Fin T4 2015	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	208 401	Fin T1 2016	+2 006	Fin T4 2015	Insee, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 581	T1 2016	+ 341	T1 2015	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 841	Fin T1 2016	+ 637	Fin T1 2015	ASP
Embauches en emploi d'avenir	228	T1 2016	+ 32	T1 2015	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 368	Fin T1 2016	+ 96	Fin T1 2015	ASP
Aides à l'embauche en contrat de génération	79	T1 2016	+19	T1 2015	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	598	Fin T1 2016	+ 304	Fin T1 2015	Pôle emploi
Contrats d'apprentissage	3 999	Campagne juillet 2015 - mai 2016	- 1	Campagne juillet 2014 - mai 2015	Dares, Direccte Paca

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

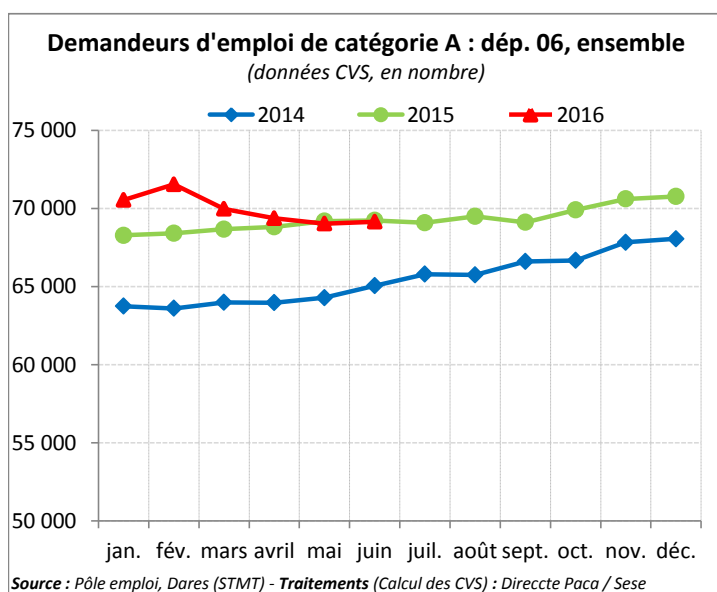


- Au T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,4 % de la population active au T1 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active au T1 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 69 150. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,2 % (- 818 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,1 % (- 84 demandeurs d'emploi).

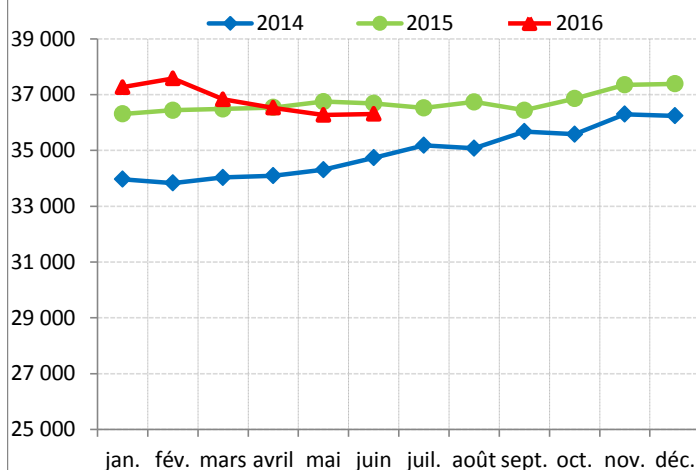
- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 321 050 fin juin 2016, soit une stabilité par rapport à fin mars 2016 (- 152 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (- 1 519 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 525 700 fin juin 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (- 5 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (- 24 600 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes

(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

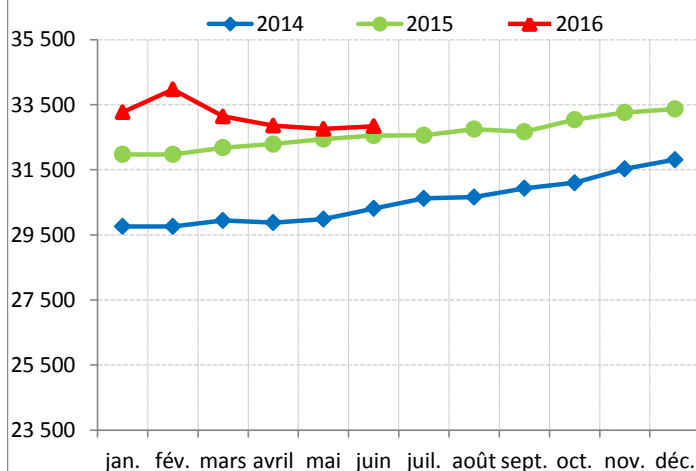
- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 310. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,4 % (- 514 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,0 % (- 374 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 168 750 fin juin 2016, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin mars 2016 (- 627 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-2 176 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 854 700 fin juin 2016, soit une baisse de 0,1 % par rapport à fin mars 2016 (-1 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-24 000 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes

(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 32 840. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 0,9 % (- 305 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,9 % (+ 290 demandeurs d'emploi).

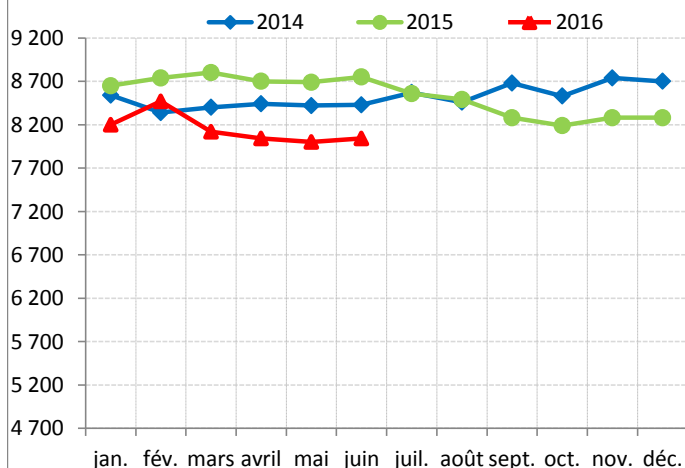
- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 152 310 fin juin 2016, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin mars 2016 (+ 475 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,4 % sur un an (+ 656 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 671 000 fin juin 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (-4 000 demandeurs d'emploi) et une stabilité sur un an (- 600 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans

(données CVS, en nombre)

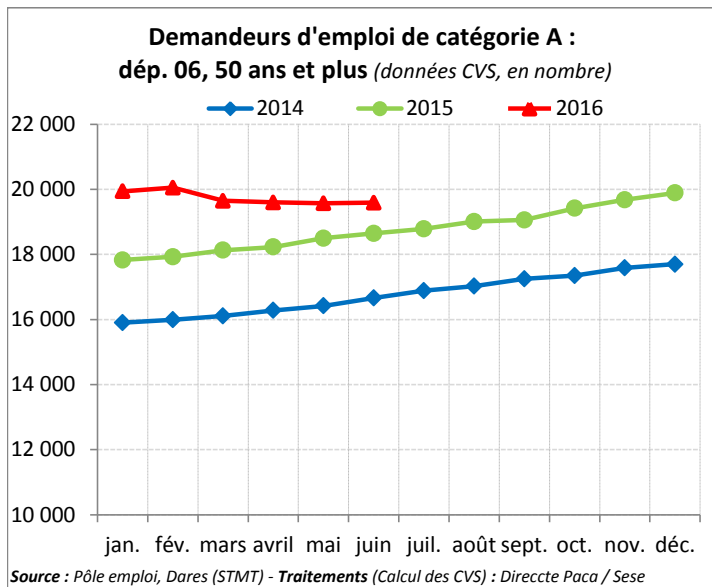


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 8 040. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,0 % (- 80 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 8,1 % (- 713 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 42 160 fin juin 2016, soit une hausse de 0,9 % par rapport à fin mars 2016 (+ 377 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,6 % sur un an (-2 490 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 511 400 fin juin 2016, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin mars 2016 (+3 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,7 % sur un an (-30 900 demandeurs d'emploi).

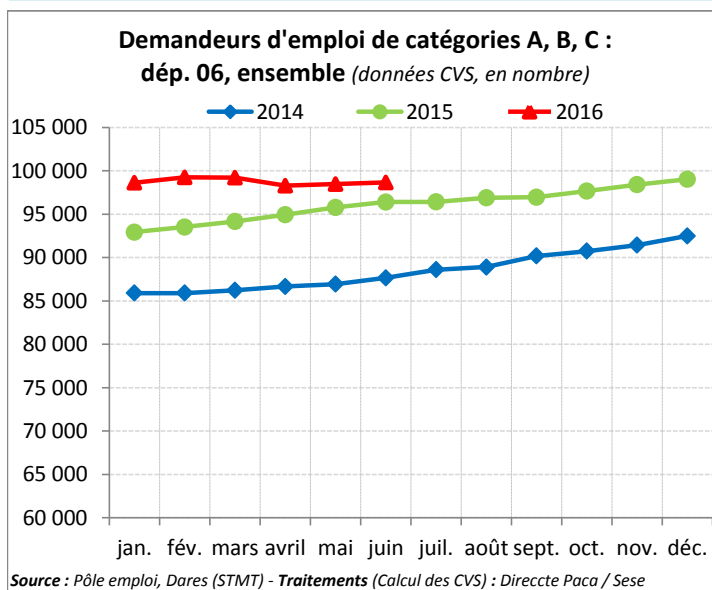


- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 19 590. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 0,3 % (- 62 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,1 % (+ 945 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 84 250 fin juin 2016, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin mars 2016 (+ 116 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,6 % sur un an (+3 719 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 886 100 fin juin 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (-2 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,8 % sur un an (+32 400 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

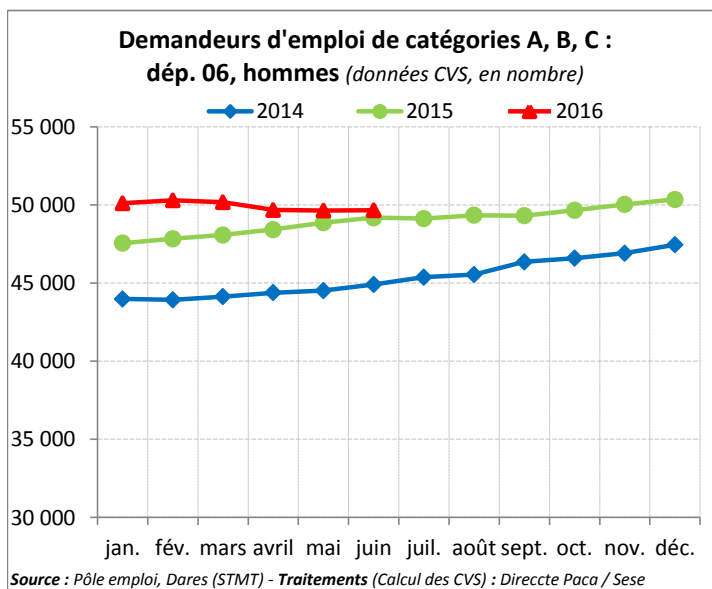


- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 98 650. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 0,6 % (- 553 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,3 % (+2 258 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 471 120 fin juin 2016, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (+ 997 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,7 % sur un an (+7 896 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 434 600 fin juin 2016, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin mars 2016 (-19 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,9 % sur un an (+48 100 demandeurs d'emploi).

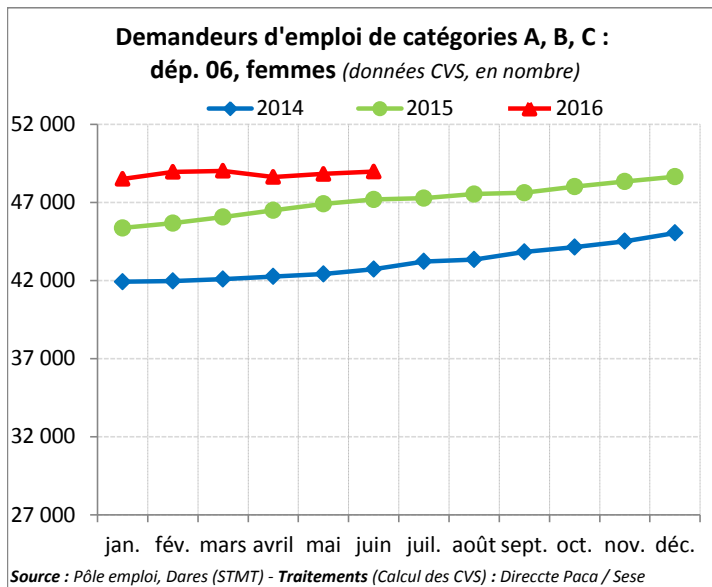
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 49 660. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,0 % (- 512 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,0 % (+ 470 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 236 870 fin juin 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (- 409 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,8 % sur un an (+1 850 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 698 500 fin juin 2016, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin mars 2016 (-14 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,1 % sur un an (+1 900 demandeurs d'emploi).

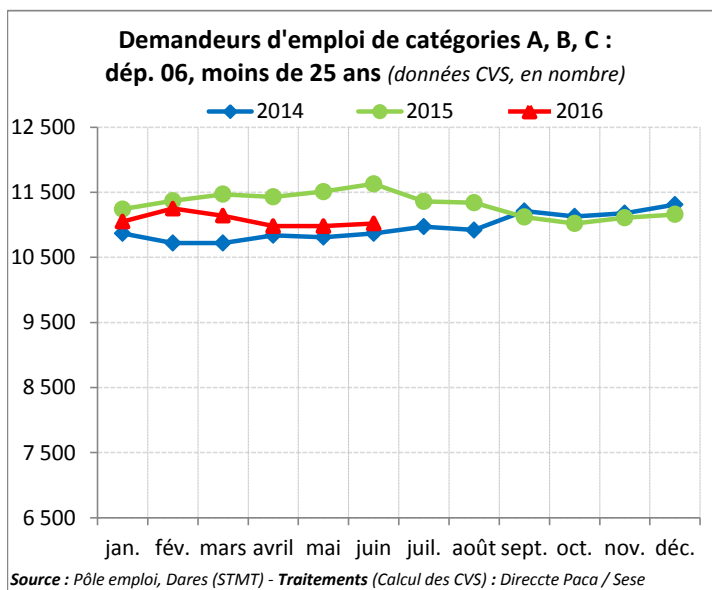


- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 48 980. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 0,1 % (- 41 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,8 % (+1 788 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 234 250 fin juin 2016, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin mars 2016 (+1 406 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,6 % sur un an (+6 046 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 736 100 fin juin 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin mars 2016 (-5 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,7 % sur un an (+46 200 demandeurs d'emploi).

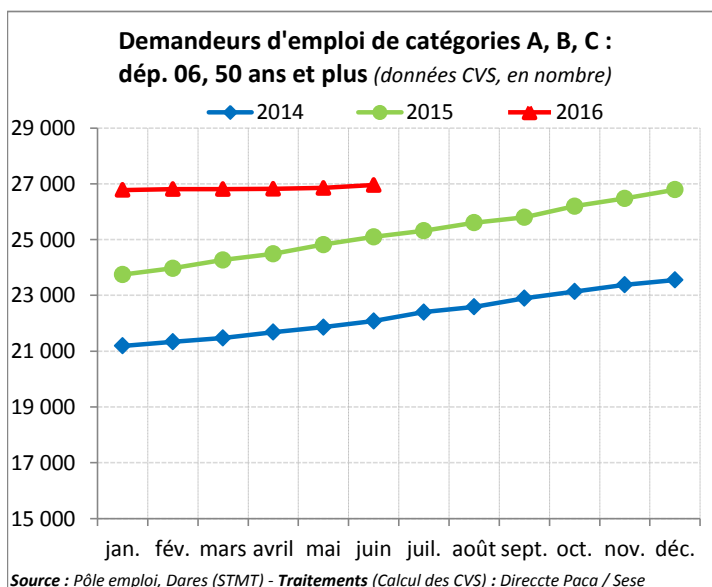
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 11 020. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,0 % (- 117 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,2 % (- 605 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 140 fin juin 2016, soit une hausse de 0,9 % par rapport à fin mars 2016 (+ 560 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,5 % sur un an (-2 158 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 772 200 fin juin 2016, soit une baisse de 0,3 % par rapport à fin mars 2016 (-2 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,2 % sur un an (-33 900 demandeurs d'emploi).

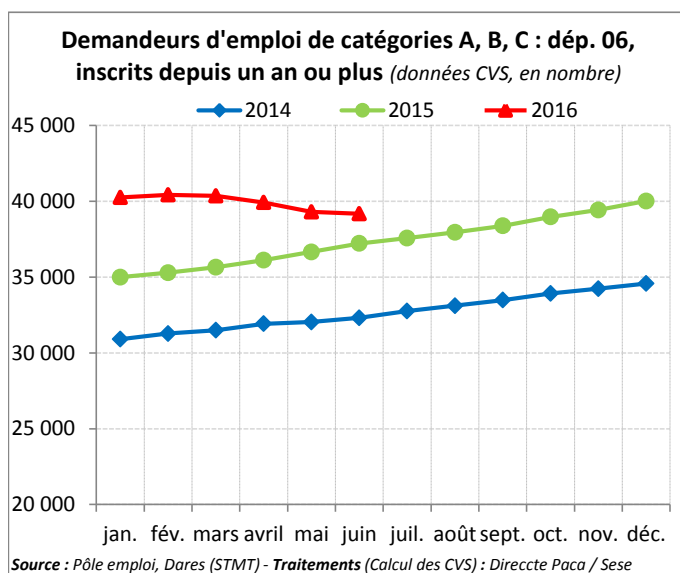


- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 26 960. Par rapport à fin mars 2016, il est en hausse de 0,6 % (+ 152 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,4 % (+1 860 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 118 130 fin juin 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin mars 2016 (+ 877 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,4 % sur un an (+7 144 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 288 500 fin juin 2016, soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin mars 2016 (+4 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,3 % sur un an (+64 400 demandeurs d'emploi).

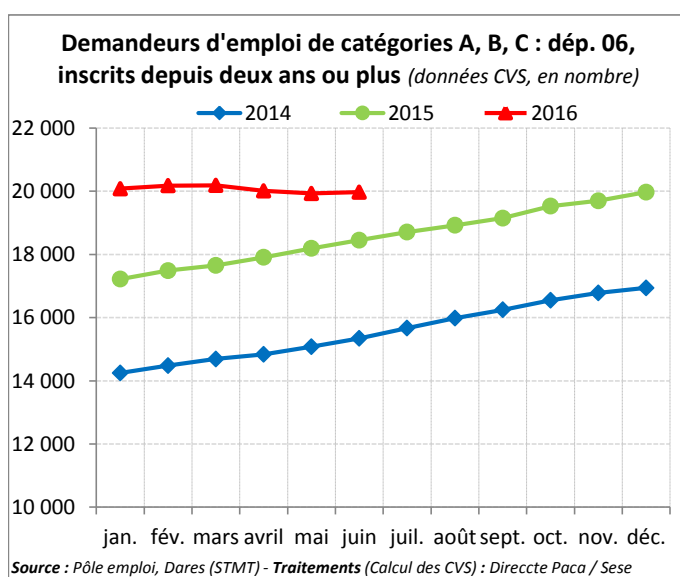
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 39 180. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 2,9 % (-1 186 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,3 % (+1 958 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 199 200 fin juin 2016, soit une baisse de 2,2 % par rapport à fin mars 2016 (-4 576 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,3 % sur un an (+6 407 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 429 200 fin juin 2016, soit une baisse de 2,2 % par rapport à fin mars 2016 (-54 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,3 % sur un an (+55 200 demandeurs d'emploi).



- Fin juin 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 19 970. Par rapport à fin mars 2016, il est en baisse de 1,1 % (- 214 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,2 % (+1 516 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 105 760 fin juin 2016, soit une baisse de 0,9 % par rapport à fin mars 2016 (-997 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,5 % sur un an (+5 529 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 346 200 fin juin 2016, soit une baisse de 1,2 % par rapport à fin mars 2016 (-16 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+55 800 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T2 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	33 130	5,9	10,9
Paca	154 210	11,0	15,5
France métro.	1 652 200	8,2	10,5

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 5,9 % par rapport au T1 2016. Sur un an, elles progressent de 10,9 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 11,0 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 8,2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T2 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	33 470	8,0	21,7
Paca	154 220	9,7	23,2
France métro.	1 662 700	8,1	19,3

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 8,0 % par rapport au T1 2016. Sur un an, elles progressent de 21,7 %.

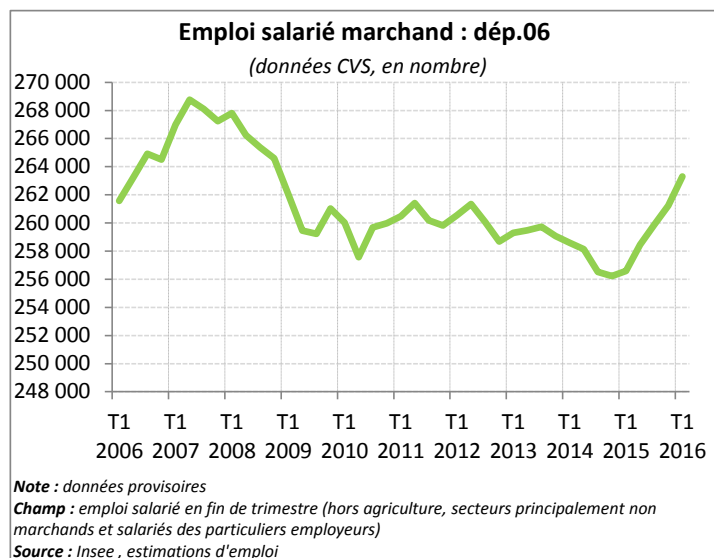
- En Paca, les sorties sont en hausse de 9,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 8,1 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

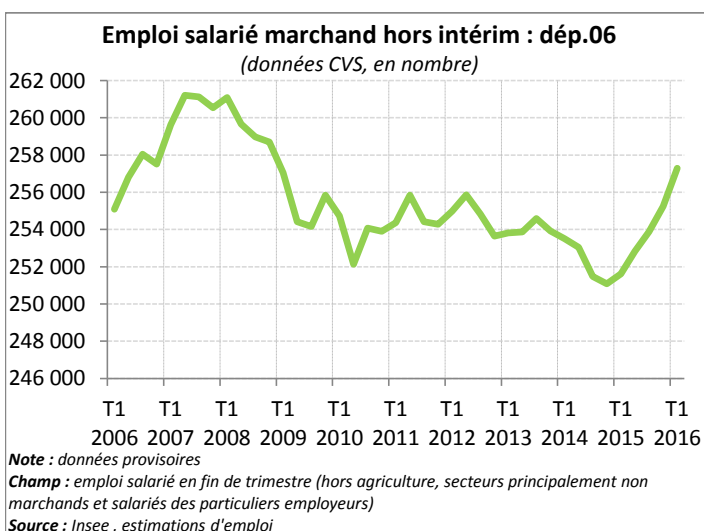
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptent 263 293 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 2 059 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,8 %) et 6 696 de plus qu'un an auparavant (+2,6 %).

- A la fin du T1 2016, Paca compte 1 122 343 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 9 965 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,9 %) et 20 363 de plus qu'un an auparavant (+1,8 %).

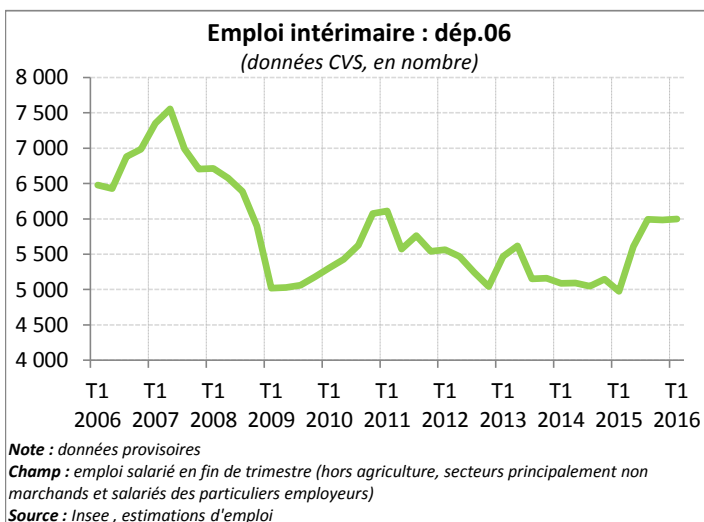
- A la fin du T1 2016, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 574 600. C'est 38 300 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 158 300 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 293 à la fin du T1 2016 dans les Alpes-Maritimes. C'est 2 044 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,8 %) et 5 671 de plus qu'un an auparavant (+2,3 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 085 342 à la fin du T1 2016. C'est 8 388 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,8 %) et 15 432 de plus qu'un an plus tôt (+1,4 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 14 988 426 à la fin du T1 2016. C'est 38 300 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 102 059 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).



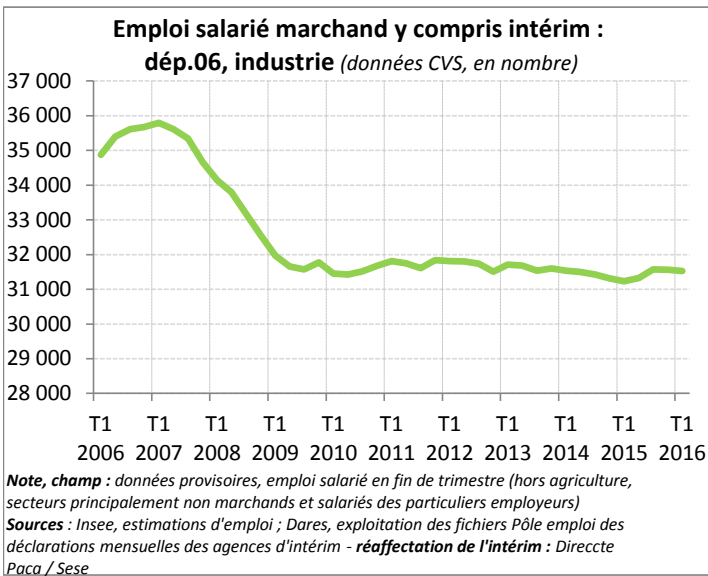
- A la fin du T1 2016, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 000 dans les Alpes-Maritimes. C'est 15 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 1 025 de plus qu'un an auparavant (+20,6 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 37 001 à la fin du T1 2016. C'est 1 577 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+4,5 %) et 4 931 de plus qu'un an auparavant (+15,4 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 586 174 à la fin du T1 2016. C'est autant qu'à la fin du trimestre précédent et 56 241 de plus qu'un an auparavant (+10,6 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

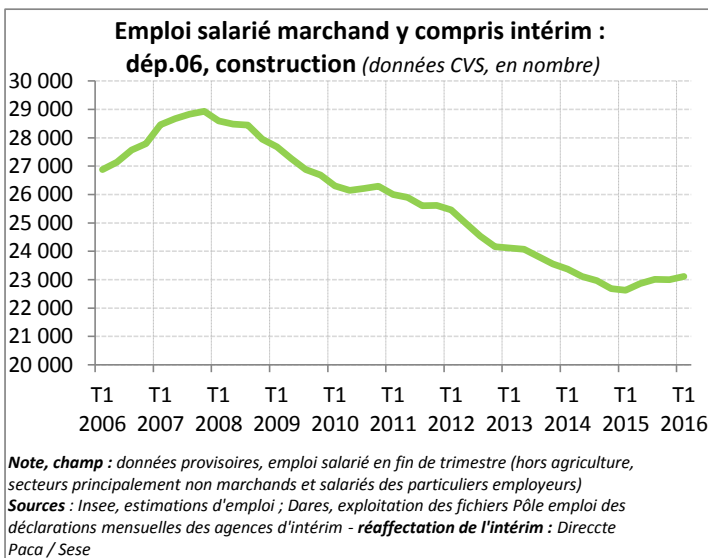
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 522. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 45 (-0,1 %) : +148 emplois hors intérim et -193 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 288 (+0,9 %).

- A la fin du T1 2016, Paca compte 164 624 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre augmente de 617 (+0,4 %) : +643 emplois hors intérim et -26 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 986 (+0,6 %).

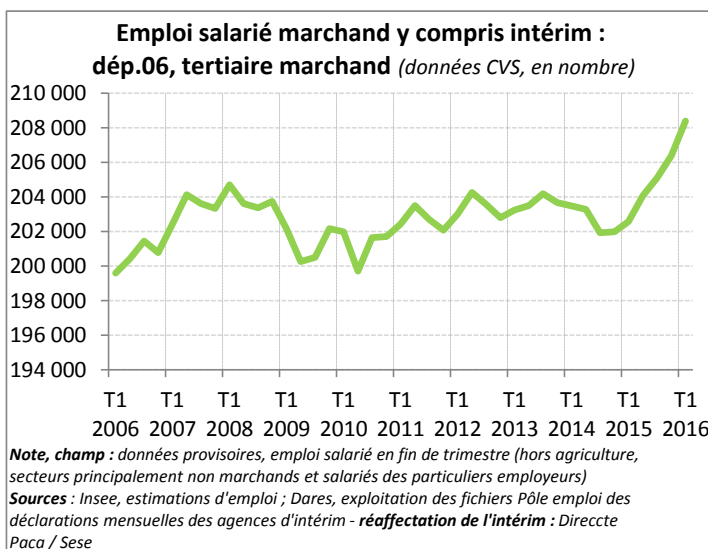
- A la fin du T1 2016, la France métropolitaine compte 3 378 600 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre baisse de 8 400 (-0,2 %) : -8 400 emplois hors intérim et stabilité pour les emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 9 800 (-0,3 %).



- A la fin du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 117. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 116 (+0,5 %) : +44 emplois hors intérim et +72 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 490 (+2,2 %).

- A la fin du T1 2016, Paca compte 107 985 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre augmente de 716 (+0,7 %) : +349 emplois hors intérim et +367 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 662 (+0,6 %).

- A la fin du T1 2016, la France métropolitaine compte 1 427 400 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre augmente de 800 (+0,1 %) : +800 emplois hors intérim et stabilité pour les emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 4 800 (-0,3 %).



- A la fin du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 208 401. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 2 006 (+1,0 %) : +1 852 emplois hors intérim et +154 intérimaires. Sur un an, il progresse de 5 824 (+2,9 %).

- A la fin du T1 2016, Paca compte 848 332 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre augmente de 8 518 (+1,0 %) : +7 396 emplois hors intérim et +1 122 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 18 271 (+2,2 %).

- A la fin du T1 2016, la France métropolitaine compte 10 754 200 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2015, ce nombre augmente de 45 900 (+0,4 %) : +45 900 emplois hors intérim et stabilité pour les emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 171 000 (+1,6 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T1 2016	T1 2015
Dép. 06	CUI	1 581	1 240
	CUI-CAE (non marchands)	1 226	1 089
	CUI-CIE (marchands)	355	151
Paca	CUI	10 371	7 523
	CUI-CAE (non marchands)	7 968	6 420
	CUI-CIE (marchands)	2 403	1 103
France métro.	CUI	96 409	73 216
	CUI-CAE (non marchands)	65 192	55 861
	CUI-CIE (marchands)	31 217	17 355

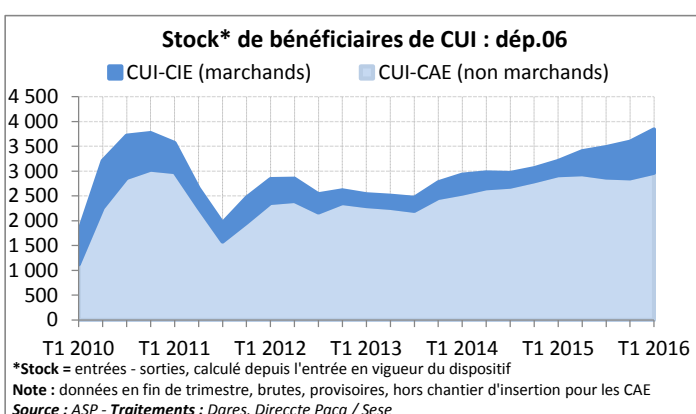
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, 1 581 CUI sont signés ou reconduits, soit 341 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 10 371 CUI sont signés ou reconduits au cours du T1 2016, soit 2 848 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 96 409 CUI sont signés ou reconduits au cours du T1 2016, soit 23 193 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptent 3 841 bénéficiaires de CUI (dont 77 % dans le secteur non marchand), soit 637 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 25 855 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T1 2016, soit 4 960 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 290 178 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T1 2016, soit 53 341 de plus qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T1 2016	T1 2015
Dép. 06	EAV	228	196
	EAV non marchands	156	142
	EAV marchands	72	54
Paca	EAV	1 598	1 646
	EAV non marchands	1 255	1 270
	EAV marchands	343	376
France métro.	EAV	17 357	17 380
	EAV non marchands	12 923	12 614
	EAV marchands	4 434	4 766

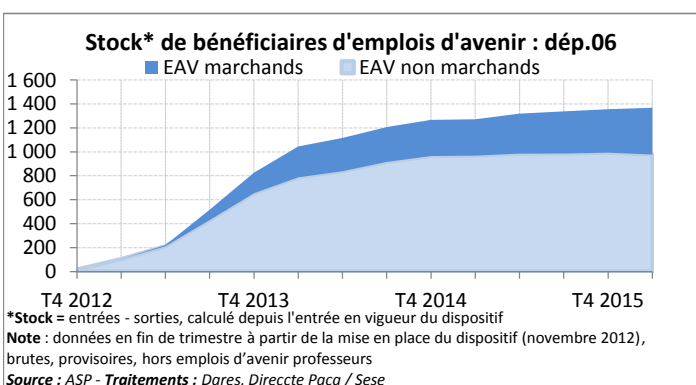
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, 228 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 32 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 598 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2016, soit 48 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 17 357 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2016, soit 23 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptent 1 368 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 71 % dans le secteur non marchand), soit 96 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 10 277 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T1 2016, soit 334 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 116 877 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T1 2016, soit 7 576 de plus qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Aides à l'embauche en contrat de génération

	T1 2016	T1 2015
Dép. 06	79	60
Paca	247	281
France métro.	2 997	3 681

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, 79 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 19 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 247 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2016, soit 34 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 2 997 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2016, soit 684 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T1 2016	T1 2015
Dép. 06	598	294
Paca	2 310	1 357
France métro.	34 098	21 869

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

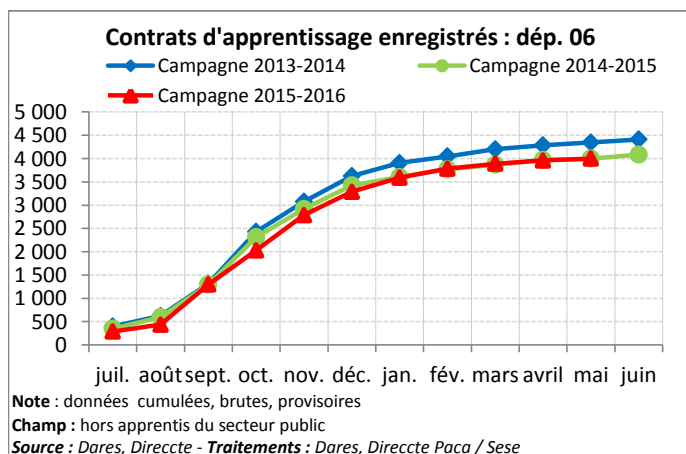
Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T1 2016, les Alpes-Maritimes comptabilisent 598 contrats de génération encore en cours, soit 304 de plus sur un an.

- En Paca, on comptabilise 2 310 contrats de génération encore en cours, soit 953 de plus sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 34 098 contrats de génération encore en cours, soit 12 229 de plus sur un an.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juillet 2015 à mai 2016, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 999 contrats d'apprentissage, soit 1 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 19 148 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à mai 2016, soit 458 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 261 368 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à mai 2016, soit 7 287 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr